



**Mesdames, Messieurs,**

Le SGEN CFDT ne se réjouit pas de l'absorption par le ministère de l'Éducation nationale du ministre des sports dans les conditions qui sont actuellement en cours, sans préparation et dans la précipitation. C'est en réalité une réintégration des personnels. Cela met à jour plusieurs conflits d'intérêts et un risque de confusion entre toutes les structures qui interviennent ( entre les fédérations sportives, les associations jeunesse et populaires, les animateurs sportifs territoriaux...) .

Et cela laisse penser que le sport est une aventure uniquement à l'âge scolaire et non pas tout au long de la vie.

L'absorption des personnels de jeunesse et sport par l'Éducation nationale apparaît définitivement comme un plan social final. Les associations populaires sont sorties exsangues de la crise covid, le sort qui leur est réservé ressemble à une mise à mort. Les effectifs des personnels ont été divisés par 2 pendant ces dix dernières années, leur absorption rendra leur sort encore moins visible .Par ailleurs, nous sommes très inquiets pour la gestion re-centralisée des personnels qui se fera sans recrutement supplémentaire pour les gestionnaires Education Nationale déjà en tension, qui va augmenter les dépenses pour un budget déjà tendu, et sans commission dédiée. L'accès à la rupture conventionnelle de contrat doit être assurée .

Nous sommes très pessimistes pour l'avenir du sport en France dans ce contexte. Les réformes subies, verticales, non négociées comme celle qui se succèdent actuellement à l'Education Nationale préfigurent le marasme qui va s'étendre au sein d'un ministère qui fonctionnait avec ses spécificités et ces problématiques propres.

Le sport, ce n'est pas que le public scolaire, les valeurs ne pourront pas converger uniquement dans le cadre de l'Education Nationale.

Nous sommes donc très inquiets de ce choix , de cette réintégration.

**Mathilde Micard Bernard Martin**  
**pour le Sgen-CFDT**